

Table ronde

11 septembre 2001
Un an après : bilan et perspectives

Les attentats du 11 septembre 2001 ont profondément marqué les consciences, en raison de l'ampleur et de l'horreur de la catastrophe et de sa couverture médiatique en temps réel, mais également parce qu'ils ont touché la première puissance mondiale. Frappés par une entité extérieure au cœur même des symboles emblématiques de son pouvoir économique et militaire, les États-Unis d'Amérique se trouvaient, par des moyens élémentaires, réduits temporairement à l'impuissance.

Ce n'est pas la première fois qu'un État est confronté à des actes terroristes. Toutefois, la position de l'État victime sur la scène internationale, l'influence qu'il pouvait exercer sur celle-ci, la nature des auteurs des attentats, les inévitables représailles et réactions, tous ces facteurs rendaient la situation unique et insolite, appelant commentaires et analyses. Ces derniers, divergents ou convergents, parfois complémentaires, s'accordaient sur un point : le 11 septembre marquait un changement profond pour nos sociétés, « rien ne serait plus comme avant ».

Un an plus tard, les États-Unis ont lancé une campagne militaire contre le terrorisme et « l'axe du mal », campagne qui fait apparaître des solidarités mais également de profondes divergences au sein des sociétés occidentales, initialement présentées comme victime globale. Cette campagne et les motifs qui l'animent impliquent une révision et une redéfinition des politiques étrangères et de défense pour la plupart des États. Ces derniers ont adopté des politiques sécuritaires visant à augmenter les moyens de contrôle en matières migratoire et pénale, politiques qui ont des répercussions sur les garanties de l'État de droit, modèle de société au nom duquel elles sont pourtant adoptées. Ces politiques doivent être mises en œuvre au sein de sociétés économiques ouvertes et visent à renforcer les contrôles aux frontières pour conforter la sécurité des échanges, sans pour autant ralentir la libre circulation des marchandises.

Ces politiques ont donc, pour le Canada comme pour la société internationale, des implications politiques, juridiques et économiques, dans une complexe imbrication.

Fidèle à sa tradition interdisciplinaire, le Centre Études internationales et Mondialisation de l'UQAM réunit, à l'occasion du premier anniversaire des attentats, l'ensemble de ses chercheurs et associés pour une table ronde visant, dans ces différents domaines, à dresser un bilan et à envisager des perspectives afin de mieux appréhender les défis auxquels se trouvent désormais confrontées nos sociétés.